

DEPARTEMENT DE LA GUYANE
COMMUNE DE SAINT LAURENT DU MARONI

CONSTRUCTION DE 33 LOGEMENTS RSMA
Quartier Néo à Saint-Jean du Maroni



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES : CCTP

LOT 00

Prescriptions Communes

MAITRISE D'OUVRAGE :

Régiment du Service Militaire Adapté de la Guyane (RSMA)
Camp de Saint Jean du Maroni BP 246
97393 – SAINT LAURENT DU MARONI



MAITRISE D'OEUVRE :

Architecte : SELARL BARRAT ARCHITECTURE

ab architecture
atelier d'architectes

Maître d'œuvre VRD : AGIR



Maître d'œuvre Fluides : LAGE



Maître d'œuvre d'Exécution : SESIC



Phase	Ind :	Date
PRO/DCE	Initial	15/09/2025
PRO/DCE	A	01/10/2025

SOMMAIRE

1.	GENERALITES	3
1.1	PRESENTATION DU PROJET ET CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	3
1.2	ALLOTISSEMENTS des travaux bâtiment.....	4
1.3	PHASAGE DES TRAVAUX.....	5
1.4	RECONNAISSANCE DES LIEUX	5
1.5	DONNEES ET HYPOTHESES DE BASE	5
1.6	DOCUMENTS DE REFERENCE	6
2.	INSTALLATION DE CHANTIER ET DEPENSES DE CHANTIER	6
3.	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	7
4.	NETTOYAGE	7
5.	COORDINATION / SYNTHESE.....	8
6.	IMPLANTATION DES OUVRAGES	8
7.	RESERVATIONS, SCELLEMENTS ET REBOUCHAGES	8
8.	LIMITES DE PRESTATIONS BATIMENT / VRD.....	8
9.	PROTECTION DES OUVRAGES - MATERIAUX- MATERIELS	10
10.	PROTECTION DES EXISTANTS- CONSERVATION DES ABORDS.....	10
11.	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	10
12.	ORGANISATION DU CHANTIER.....	11
13.	ETUDES PLANS D'EXECUTION	11
14.	RESPONSABILITE - ASSURANCES	11

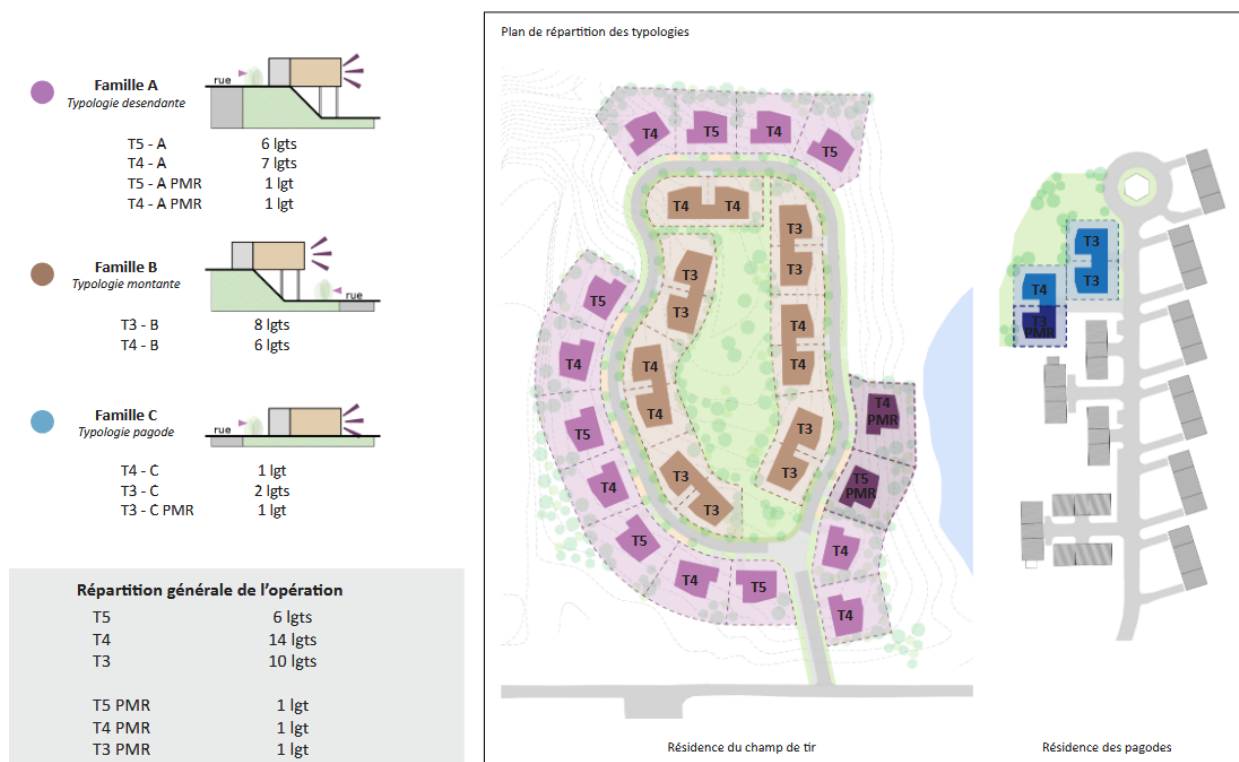
1. GENERALITES

1.1 PRESENTATION DU PROJET ET CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le présent CCTP définit les prestations communes à tous les lots concernant la construction de 33 logements au sein du quartier Némé à Saint-Jean, dans la commune de Saint Laurent du Maroni pour le compte du **RSMA** (Régiment du Service Militaire Adapté) de la Guyane.

Le projet comprend 11 logements de type T3, 15 logements de type T4 et 7 logements de type T5, repartis en typologies de bâtiment suivant :

- 2x T3B → RDC
- 2x T3C → R+1
- T4 A → R+1
- T4A_PMR → R+1
- 2x T4B → R+1
- T4A - T3C_PMR → R+1
- T5A → R+1
- T5A_PMR → R+1



Les travaux comprennent :

- La réalisation de l'ensemble des ouvrages contenus dans le DCE.

Le projet est défini par les plans et documents du dossier DCE dont la liste est définie au CCAP.

- Le marché est à conclure sera à prix global, forfaitaire et toutes taxes comprises pour les travaux de bâtiment.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières, quoique décomposé en plusieurs lots séparés forme un tout indissociable que chaque soumissionnaire est censé connaître dans son entier.
- Le présent C.C.T.P a pour but de faire connaître le programme de la construction, le mode d'exécution, la nature et la mise en œuvre des matériels et matériaux permettant la construction du projet précité, en conséquence, il doit prévoir dans son offre :

- Tous les travaux indispensables, dans l'ordre général et par analogie, étant entendu qu'il doit assumer le parfait et complet achèvement des ouvrages de son but sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration du prix forfaitaire pour raison d'omission aux plans ou devis descriptif, ou découleraient de l'intervention logique entre deux corps d'état.
- Aucun entrepreneur ne pourra arguer d'une méconnaissance partielle du dossier de consultation pour justifier d'une omission dans ses prévisions.
- Les C.C.T.P, les plans joints etc... donnent des renseignements sur la nature, l'importance et l'emplacement des travaux à effectuer. Ces descriptions n'ont pas un caractère limitatif et l'entrepreneur doit exécuter comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les travaux nécessaires par sa profession et nécessaires pour l'achèvement complet de son lot suivant les règles de l'art, les normes et la réglementation en vigueur au moment de sa réalisation.
- L'entrepreneur signalera au moment de sa soumission, au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre, toutes erreurs ou omissions qu'il aurait pu constater et proposera toute variante qu'il jugera utile. L'entrepreneur est réputé s'être rendu sur les lieux, tous renseignements ou précisions pourront lui être fourni par le Maître d'œuvre, il ne pourra en aucun cas arguer d'imprécisions, d'erreurs ou omissions pour demander des prix supplémentaires.
- L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que la mission confiée au concepteur pour cette opération est une mission de base au sens de la loi MOP (1985) et de ses décrets d'application.
- Le maître d'œuvre ne dispose pas d'une mission EXE au sens de la loi MOP. Cette mission est à charge des entreprises.
- Dans le cadre de sa mission, le Maître d'œuvre a fourni un dossier contenant les plans, CCTP et DPGF des ouvrages à exécuter, il appartient à l'entrepreneur d'en vérifier le contenu, son offre de prix est faite sous sa seule et entière responsabilité. Aucune réserve ne sera recevable ultérieurement.

1.2 ALLOTISSEMENTS des travaux bâtiment

Les travaux sont divisés en lots selon la liste ci-dessous :

N° LOTS	DESIGNATION LOTS	BAT / VRD / Am. PAYSAGERS
LOT 00	PRESCRIPTIONS COMMUNES	BATIMENT
LOT 01	GROS ŒUVRE	BATIMENT
LOT 02	CHARPENTE COUVERTURE - MENUISERIE BOIS	BATIMENT
LOT 03	FAUX PLAFOND - CLOISON PLACOPLATRE - ISOLANT	BATIMENT
LOT 04	MENUISERIE ALUMINIUM	BATIMENT
LOT 05	REVETEMENT SOLS ET MURS - PEINTURE	BATIMENT
LOT 06	PLOMBERIE SANITAIRE - EAU CHAUDE SOLAIRE	BATIMENT
LOT 07	ELECTRICITE Cfo Cfa	BATIMENT
LOT 08	CLIMATISATION	BATIMENT
LOT 09	AMEUBLEMENT (PLACARDS CHAMBRES & MEUBLES DES S.D.B) - CUISINES	BATIMENT
LOT 10	TERRASSEMENT / VOIRIES	VRD
LOT 11	RESEAUX PROFONDS	VRD
LOT 12	RESEAUX SOUPLES	VRD
LOT 13	PAYSAGE	VRD

1.3 PHASAGE DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en une seule tranche.

1.4 RECONNAISSANCE DES LIEUX

Avant de remettre son offre, l'entrepreneur est censé avoir pris toutes les dispositions nécessaires pour connaître les conditions du chantier.

Cela inclut :

- la visite des lieux ;
- la connaissance du terrain (type de sol, état, contraintes physiques, accès, réseaux, etc.) ;
- toutes les investigations ou vérifications complémentaires qu'il juge nécessaires pour bien estimer son offre.

L'offre des entreprises est donc contractuellement réputée tenir compte de la connaissance des lieux et comprendre explicitement ou implicitement tous les ouvrages ou travaux accessoires nécessaires au parfait achèvement du projet.

L'entrepreneur est réputé avoir connaissance de toutes les conditions particulières pouvant avoir, de quelque manière que ce soit, une incidence sur l'exécution ou les délais ainsi que sur la qualité ou les prix des ouvrages à réaliser.

Aucune réserve ne sera recevable ultérieurement.

Tous renseignements ou précisions pourront lui être fournis par le Maître d'œuvre, il ne pourra en aucun cas arguer d'imprécisions, d'erreurs ou omissions pour demander des prix supplémentaires.

1.5 DONNEES ET HYPOTHESES DE BASE

Données géotechniques : Suivant le l'étude géotechnique de type G2-PRO de « ECR environnement » référencé Dossier 9731929 du 13 Août 2025.

Sécurité des personnes :

Les bâtiments sont classés en 1^{ère} famille : Habitations Individuelles isolées ou jumelées à un étage sur RDC, au plus.

Valeur des charges permanentes et surcharges d'exploitations :

- Conformément à la norme NF EN 1991 EN-1-1 (Eurocodes 1 partie 1-1 et annexe nationale), au tableau d'inventaire des locaux.

Zone Climatique :

- Département : GUYANE – Région 1
- Vent de référence $v_{b,0}$ (m/s) = 17

Zone sismique :

- Sismicité : Zone 1 très faible (sans objet)

Classe structurale :

- S4

Niveau de référence :

- Le niveau de référence est la cote du sol fini bâtiment précisé en plan Architecte.

Réglementation annexes :

- CODE DE LA CONSTRUCTION / SECURITE INCENDIE ERP // SECURITE HABITATION

1.6 DOCUMENTS DE REFERENCE

Les ouvrages ou travaux à réaliser devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables, dont une liste non exhaustive est donnée à titre de référence dans les prescriptions techniques particulières à chaque corps d'état.

2. INSTALLATION DE CHANTIER et DEPENSES DE CHANTIER

Selon CCAP, y compris :

L'entreprise titulaire du lot 11 « TERRASSEMENTS / VOIRIE » doit :

- La voie d'accès au chantier selon les prescriptions édictées au CCTP commun VRD.
- La clôture de chantier et le portail d'accès
- La signalisation de chantier
- Le Panneau de chantier 4*3 m en couleurs

L'entretien, les déplacements des clôtures de chantier pour permettre le travail à proximité des celles-ci et la dépose et l'évacuation restent à la charge du titulaire du lot Gros Œuvre.

L'entretien de la voie de chantier est à la charge des différents lots VRD lors de leur intervention respective. En l'absence des entreprises VRD, l'entretien est dû par le lot GROS ŒUVRE. Des constats seront réalisés par les maîtrises d'œuvre.

L'Entreprise de GROS-ŒUVRE aura à sa charge les installations de chantier, conformément aux réglementations en vigueur et suivant les recommandations du P.G.C.S.P.S établie par le Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé.

L'Entrepreneur devra respecter le Plan d'Organisation Général de Chantier et les indications stipulées au lot généralités précisées par le Maître d'œuvre.

L'Entreprise de GROS-ŒUVRE aura la responsabilité de l'installation de chantier, il devra au titre de son lot l'ensemble des prestations prévues au PGC et suivant les préconisations du CSPS, plus particulièrement :

- Le PIC
- La signalisation de chantier
- Les consignes de sécurité de chantier
- Dispositifs de sécurités collectives des personnes à l'exception des dispositifs de sécurité de la charpente dus par l'entreprise de charpente, il devra en revanche prévoir la réalisation et l'entretien des abords du bâtiment pour permettre la pose d'échafaudages.
- La gestion de l'ouverture et de la fermeture du portail de chantier
- L'entretien, le maintien des clôtures de chantier pendant la durée des travaux.
- Une aire de nettoyage des roues à la sortie du chantier
- La réalisation des voies de desserte et de chantier ainsi que leur entretien pendant toute la durée du chantier ;
- Une salle de réunion climatisée pour 25 personnes avec des casiers pour les entreprises et les plans EXE ;
- Des vestiaires pour l'ensemble du personnel du chantier, conformes à la législation en vigueur.
- Des sanitaires pour l'ensemble du personnel du chantier, conformes à la législation en vigueur.
- L'entretien et le nettoyage de la salle de réunion, des vestiaires et des sanitaires ;
- L'abonnement et les consommations de la ligne fixe du chantier,
- Les engins de levage et de transport pour la réalisation de ses travaux ;
- Les silos, aires de stockage, de fabrication ou de préfabrication,
- Les protections générales de chantier,
- La fourniture, la pose et l'entretien des coffrets de distribution de l'électricité sur l'ensemble du chantier y compris le raccordement, l'alimentation et les démarches avec le concessionnaire.
- La fourniture, la pose, l'alimentation et l'entretien des points de distribution de l'eau sur l'ensemble du chantier depuis le regard du bâtiment P dont le raccordement sera à la charge du lot GO,
- La fourniture, la pose, l'alimentation et l'entretien des éclairages des postes de travail sur l'ensemble du chantier depuis le TD chantier fourni par le GO.

L'Entreprise de gros-œuvre devra assurer la gestion du compte prorata. Il devra faire une proposition de gestion aux titulaires des autres lots.

Les prestations qui seront comprises au titre du compte prorata devront être conformes au PGC et aux demandes du CSPS, et en particulier comprendre :

- L'évacuation des déchets et gravats de chantier par la mise en place de rotation de bennes à gravats.
- Le nettoyage hebdomadaire du chantier
- Les consommations en eau et électricité
- Le gardiennage du chantier, en cas de dégradations ou de vols pouvant entraîner un retard dans la livraison des travaux, et les frais au compte-prorata inter-entreprises.

L'Entreprise de gros-œuvre aura à sa charge la réalisation et l'entretien de toutes les voies de circulations du chantier, en phase travaux des lots bâtiments, suivant le PIC et demande des entreprises, CSPS et MOE.

La libération du terrain des installations de chantier devra être terminée avant la réception provisoire des travaux, aucune trace des aires de chantier ne devra apparaître sur le terrain.

L'entreprise devra assurer le gardiennage du chantier.

3. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Selon CCAP

4. NETTOYAGE

L'entrepreneur du lot GROS ŒUVRE a la responsabilité et la charge de veiller au maintien en permanence du chantier en ordre, propre et libre de tout déchet pendant et après les travaux et fera son affaire de leur évacuation.

Chaque entrepreneur est tenu de laisser les lieux dans un parfait état de propreté et doit l'enlèvement et l'évacuation de ses déchets, gravois et débris de matériaux, etc., au fur et à mesure de leur production et procéder quotidiennement au nettoyage.

L'entrepreneur du lot GROS ŒUVRE :

- veillera à ce que chacun respecte l'état du chantier et que chaque entreprise œuvrant sur le chantier débarrasse et évacue ses propres déchets, faute de quoi il devra y suppléer et pallier aux défections des autres lots pour le maintien de bonnes conditions de propreté.
- assurera le respect de l'état de la voirie existante et devra prendre toutes précautions et dispositions nécessaires au passage des véhicules et engins de chantier.
- devra assurer à ses frais la réparation des dégradations causées par la circulation de chantier, charge à lui de se prémunir des réclamations éventuelles du Maître d'ouvrage, des Pouvoirs Publics ou des tiers, par tout moyen de constat qu'il jugera nécessaire.
- devra également assurer régulièrement le nettoyage des voies ouvertes à la circulation publique qu'il utilise et la signalisation nécessaire à prévenir tout sinistre pour les usagers.

Tous les produits résultant de la réalisation des travaux de fouilles, démolition ou dépose d'installations ou de constructions, sont la propriété de l'entrepreneur, exception faite de la terre végétale qui sera réservée puis régalande en fin de chantier, exception faite de trouvailles archéologiques.

Tous les produits non réutilisés seront évacués à la charge de l'entrepreneur à la décharge, y compris transport et manutention.

En cas de manquement ou de défaillance dans l'entretien du chantier ou de ses abords, après simple mise en demeure adressée à l'entreprise de GROS ŒUVRE et restée sans effet, le maître d'ouvrage pourra faire intervenir toute entreprise de son choix pour procéder au nettoyage et à l'évacuation des déchets ou à la remise en état des abords et ce aux frais et charge du titulaire du lot GROS ŒUVRE en déduisant les frais engagés des sommes dues à l'entrepreneur.

5. COORDINATION / SYNTHESE

La mission synthèse générale des études techniques sera assurée par le maître d'œuvre : Animation des réunions de coordination, rédaction et diffusion des CR correspondants, etc....

Les plans d'exécution lots gros œuvre, charpente couverture, menuiserie bois, Cloison, faux plafond, plomberie, électricité, climatisation et VRD seront obligatoirement fournis en format PDF, DWG et 3D (IFC et fichiers natifs).

Le point de référence commun pour la réalisation des plans des lots techniques sera créé par le maître d'œuvre.

6. IMPLANTATION DES OUVRAGES

Le titulaire du lot GROS ŒUVRE procède à ses frais et sous sa responsabilité au piquetage général nécessaire à l'implantation des ouvrages.

Il assurera à ses frais le maintien de tous repères fixes qui doivent permettre à tout moment l'implantation des ouvrages en cours de réalisation.

Il devra la réalisation et le maintien jusqu'à réalisation des travaux de peinture, dans toutes les pièces, d'un trait de niveau à 1 mètre du niveau du sol fini.

7. RESERVATIONS, SCELLEMENTS ET REBOUCHAGES

Pendant la période de préparation et avant début d'exécution des ouvrages béton armé, chaque lot devra remettre ses besoins et demandes en matière de réservations - feuillures, trous, engravures, saignées, seuil, rejingots, etc. - qui seront réalisés par le lot GROS ŒUVRE lors du coulage de ses ouvrages en béton armé selon les directives du lot auquel ils sont destinés.

Chaque lot devra fournir et mettre en place tous éléments ou pièces à encastrier ou à sceller en coordination avec les travaux des ouvrages en béton armé afin qu'ils soient inclus au coulage.

Les réservations qui n'auront pas été demandées en temps voulu, les encastremets ou scellements qui n'auront pas été exécutés avant coulage, seront réalisées par le lot concerné, charge à lui de faire les percements et rebouchages nécessaires, selon les directives du lot GROS ŒUVRE.

8. LIMITES DE PRESTATIONS BATIMENT / VRD

Le présent document a pour objectif de définir les limites de prestations des travaux des lots VRD et bâtiment. Les limites propres à chaque entreprise sont réparties selon le principe ci-dessous :

LIMITES PRESTATIONS BATIMENT / VRD

	DETAIL DES PRESTATIONS	Dues par le Bâtiment	Dues par les VRD / Am. PAYSAGER
AEP - BÂTIMENT			
AEP	Le fourreau grand rayon du départ de la nourrice de la GT jusqu'en sortie à 1,00m du bâtiment	x	
	Le fourreau et le réseau extérieur jusqu'à 1,00m du bâtiment		x
	Le raccordement du fourreau "VRD" au fourreau "Bâtiment" en attente		x
	Le tuyau en polyéthylène du départ de la nourrice de la GT au réseau extérieur.		x
	Le raccordement du tuyau en polyéthylène à la nourrice de la GT	x	

	L'entreprise VRD et le plombier procéderont au passage de la conduite en PEHD dans le fourreau laissé par le plombier de concert. Dans le cas où l'attente serait bouché (Présence de gravât, ovalisation du fourreau...), le plombier fera son affaire du passage de la conduite.	x	
EU et EV - BÂTIMENT			
EU et EV	Les PVC des évacuations EU et EV jusqu'à 1,00m du bâtiment en sortie unique	x	
	Les raccordements des PVC EU-EV sur le regard de branchement (compris ce dernier)		x
EP - BÂTIMENT			
EP	La descente EP jusqu'au regard de pied de chute ou raccordement jusqu'en limite des réseaux VRD. (Y compris F/P d'un coude)	x	
	Tous manchons à partir des réseaux EP du bâtiment, les raccordements dans les regards et le réseau EP VRD enterrés y compris les regards		x
CFO - BÂTIMENT			
CFO	Les fourreaux CFO de la GT à 1,00m du bâtiment	x	
	Les fourreaux pour le réseau extérieur jusqu'à 1,00m du bâtiment		x
	Bornes de recharge IRVE		x
	Le raccordement des fourreaux "VRD" aux fourreaux "Bâtiment" en attente dans une chambre L1T en pied de bâtiment		x
	Le câblage	x	
	Le raccordement des câbles	x	
FT - BÂTIMENT			
CFA	Le PVC compris coude de la GT jusqu'à 1,00m du bâtiment	x	
	Le PVC compris coudes pour le réseau extérieur jusqu'à 1,00m du bâtiment		x
	Le raccordement du PVC "VRD" au PVC "Bâtiment" en attente dans une chambre L1T		x
	Câblage et mise en service	x	
Revêtement			
	L'entreprise réalise le revêtement des chaussées et stationnements.		x
	L'entreprise réalise le béton de zone parvis d'entrée		x
	L'entreprise réalise les bétons des coursives couvertes	x	
Portails et portillons			
	Liaison génie-civil CFO/CFA en fourreaux TPC jusqu'aux portails et portillons		x
	Fourniture et pose des digicodes pour les portails et portillons		x

9. PROTECTION DES OUVRAGES - MATERIAUX- MATERIELS

Chaque entrepreneur sera tenu pour responsable de l'ensemble des ouvrages de son (ses) lot(s) et doit en garantir la protection et la préservation jusqu'à la réception.

Il doit s'imposer ainsi qu'à son personnel, le souci et le respect constant des travaux de tous les corps d'état. Les détériorations constatées en cours de chantier, qu'elles soient du fait de travaux d'autres corps états, de la négligence, de la malveillance ou de toute cause atmosphérique, sont réparées ou remplacées par et aux frais du responsable des dégradations. A défaut de trouver le responsable, l'entrepreneur titulaire du lot concerné en fera la remise en état à ses frais.

La réparation des détériorations causées par un tiers étranger au chantier, la preuve en étant fournie, sont à la charge et aux frais de l'entrepreneur titulaire du lot gros œuvre.

Chaque entrepreneur est responsable des matériels et matériaux qu'il a approvisionnés sur le chantier, Le vol de matériels et matériaux posés est de la responsabilité de l'entrepreneur titulaire du lot concerné et il devra en assurer le remplacement à ses frais et charges s'il ne les a pas suffisamment sécurisés.

Chacun des entrepreneurs peut se prémunir des risques par toute assurance qu'il jugerait bon de souscrire à ses frais.

10. PROTECTION DES EXISTANTS- CONSERVATION DES ABORDS

L'offre s'entend y compris tous les dispositifs nécessaires à assurer la protection et la conservation des existants et des abords.

Chaque entrepreneur devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommage des ouvrages existants, sous jacents, contigus ou situés à proximité tant pour les lieux dans lesquels sont réalisés les travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, des approvisionnements ou les sorties de gravois.

Il est bien entendu que l'entrepreneur responsable aurait à supporter toutes les conséquences des désordres qui apparaîtraient sur les ouvrages existants en cours d'exécution ou après finition des travaux.

Chaque entrepreneur devra prendre toutes dispositions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux abords du chantier.

Le titulaire du lot GROS ŒUVRE doit assurer le maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures et installations de toute nature, publics ou privés, affectés par les travaux ou le chantier.

Tous les frais consécutifs aux prescriptions ci-dessus font implicitement partie du prix du marché.

L'entrepreneur pourra se prémunir de toute réclamation ultérieure en faisant procéder à ces frais à un état des lieux contradictoire. Faute d'y avoir procédé il est réputé avoir pris possession du site et de ses abords en parfait état.

11. SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

L'installation de chantier doit prévoir la mise en place, l'entretien et la maintenance des locaux du personnel et toutes les dispositions pour assurer l'hébergement et l'hygiène de la totalité de l'effectif présent à un moment donné sur le chantier.

Chaque entrepreneur devra remettre au coordonnateur de sécurité, à défaut au Maître d'œuvre, les éléments du P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé) conformément à la législation en vigueur, précisant les mesures et dispositions prévues pour assurer :

- la sécurité à l'égard des principaux risques (chutes de personnels, matériels ou matériaux, circulations verticales et horizontales des engins ; etc.
- les premiers secours aux accidentés ou aux malades
- l'hygiène.

Le P.P.S.P.S. sera tenu à jour par l'entrepreneur qui en signalera toute modification.

12. ORGANISATION DU CHANTIER

Toutes les entreprises prendront les dispositions nécessaires afin de ne pas perturber le voisinage.

13. ETUDES PLANS D'EXECUTION

Chaque entrepreneur doit la réalisation des plans d'exécution de ses ouvrages.

Les plans établis par la maîtrise d'œuvre définissent l'organisation générale des ouvrages et installations, compte tenu des principes conceptuels qui les sous-tendent. A partir de ces plans et dans le respect des dispositions qu'ils illustrent, l'entreprise doit établir tous ses plans d'exécution, schémas, notes de calcul, justification, etc., pour l'ensemble de ses ouvrages.

Toute étude complémentaire aux documents fournis dans le dossier de consultation que l'entrepreneur jugerait utile ou nécessaire, est à ses frais et charges.

Les plans d'exécution lots gros œuvre, charpente couverture, menuiserie bois, Cloison, faux plafond, plomberie, électricité, climatisation et VRD seront obligatoirement fournis en format PDF, DWG et 3D (IFC et fichiers natifs).

Le point de référence commun pour la réalisation des plans des lots techniques sera créé par le maître d'œuvre.

14. RESPONSABILITE - ASSURANCES

Chaque entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Chaque entreprise sera responsable vis à vis du Maître d'ouvrage de la qualité des matériaux mis en œuvre et des résultats obtenus.

La garantie annuelle de parfait achèvement, d'une durée de 12 mois après réception, implique le remplacement dans les plus brefs délais de toute pièce, ouvrage ou partie d'ouvrage jugé défectueux, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément détérioré dans les conditions normales d'utilisation. Les réparations faites et les fournitures afférentes seront garanties dans les mêmes conditions pour une nouvelle période d'un an,

Sa responsabilité porte aussi sur tous les dégâts que pourrait subir l'ouvrage ou les dommages causés aux tiers, pendant qu'il en a la charge et après réception dans le cadre réglementaire des garanties biennales et décennales.

A cet effet l'entrepreneur devra produire toutes attestations d'assurance annuelle, biennale et décennale le couvrant pour toute la période concernée par les travaux.

Lu et approuvé par le(s) entrepreneur(s)

- Fin de CCTP -